



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE DES CIGALES (SALIN) Création d'une place PMR - Destination permanente -
réglementation du stationnement**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public sur l'ensemble de la Commune.

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes , des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route
- la loi n°20056102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles.
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028 , en date du 4 Juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Seul les véhicules munis de la carte de mobilité incluse ou la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées (apposée sur la pare-brise), sont autorisés à stationner:

· **RUE DES CIGALES (SALIN) sur le côté du bâtiment du 15 de la rue**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 3 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Arles, le 10/10/2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

P.O.

